

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES

Formulaire de déclaration du risque

AVERTISSEMENT

Le présent questionnaire ne constitue pas un engagement à souscrire un contrat d'assurance et reste strictement confidentiel.

Le soussigné déclare :

- que les réponses ci-après sont à sa connaissance exactes,
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (cf. articles du Code des assurances ci-dessous).

Le soussigné ne peut être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

Article L. 113-8 du Code des assurances

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L113-9 du Code des assurances

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

Nom et adresse du souscripteur :

Syctom

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ(S)

Le contrat doit-il être souscrit pour des organismes satellites du souscripteur ?

OUI / NON

Si OUI, lesquels ?

DONNÉES CHIFFRÉES

Effectif total, tous personnels et statuts confondus, y compris personnels contractuels	153
Montant en € des traitements annuels du personnel hors charges sociales, budget principal et budgets annexes (comptes 641)	56214746 2025
Nombre de membres du conseil syndical	123
Nomenclature budgétaire utilisée	152 - chap 12

Montant en € du budget de fonctionnement section dépenses, budget principal et budgets annexes		
N-2	N-1	Prévisionnel N (année en cours)
464 007 242	461 273 287	476 637 851

Pas de Budget annexe

Montant en € du budget d'investissement, budget principal et budgets annexes		
N-2	N-1	Prévisionnel N (année en cours)
181 654 014	193 068 011	305 785 254

A la date du BP

COMPÉTENCES

Donner la liste sommaire des compétences exercées.

traitement et rationalisation des déchets ménagers

Joindre les statuts. ok

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES BIENS

IMMEUBLES

Surface totale des immeubles dont le souscripteur est propriétaire ou qu'il occupe à quelque titre que ce soit :

3224 m²

Existe-t-il des ERP (Etablissements Recevant du Public) susceptibles d'accueillir plus de 5 000 personnes ?

OUI / NON

Si OUI, en préciser le nom, la nature et la capacité et transmettre le dernier avis de la commission de sécurité.

ERP S.

BIENS SPÉCIFIQUES

Le souscripteur possède-t-il des drones ?

OUI / NON

Si oui, donner le descriptif de ces matériels.

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ACTIVITÉS

Indiquer ci-après le détail des activités exercées.

traitement et valorisation des déchets ménagers

Joindre le dernier rapport d'activité. ok

Le souscripteur dispose-t-il de services informatiques ?

OUI / NON

Si OUI, exécutent-ils des prestations pour le compte de tiers ?

OUI / NON

Pour le compte d'entreprises industrielles ou commerciales	OUI / NON
Pour le compte d'autres collectivités ou établissements publics	OUI / NON
Montant des recettes annuelles en € :	

RISQUES SPÉCIFIQUES

INSTALLATIONS CLASSÉES

Existe-t-il des installations classées fixes relevant des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement (ICPE) ? (par exemple déchets, assainissement, ateliers de réparation et d'entretien de véhicules, stockage ou distribution d'hydrocarbures, installations de chauffage par géothermie haute température, etc.)

OUI / NON

Certaines de ces installations sont-elles soumises à déclaration ou enregistrement ?

OUI / NON

Si OUI, lister toutes les installations dont le souscripteur est propriétaire exploitant.

Nature / désignation	Adresse	Régime
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement

ainsi que toutes les installations dont le souscripteur est propriétaire non exploitant.

Nature / désignation	Adresse	Régime
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement

En cas de gestion déléguée, joindre la clause assurance de la convention ou du contrat.

Certaines de ces installations sont-elles soumises à autorisation préfectorale ?

OUI / NON

Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

RAYONNEMENTS IONISANTS

Le souscripteur possède-t-il ou utilise-t-il des sources de rayonnements ionisants ?
Matériel de sondage des sols (gammadensimètre), matériel de radiologie, etc.

OUI / NON

Si OUI, certaines de ces sources nécessitent-elles une autorisation de l'Autorité de Sûreté Nucléaire ?

OUI / NON

Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

CONSTRUCTION

Maîtrise d'ouvrage

Préciser la nature et le montant du chantier le plus important réalisé au cours des 3 dernières années.

--

Maîtrise d'œuvre

Le souscripteur dispose-t-il d'un service technique de maîtrise d'œuvre ou de bureau d'études techniques ?

OUI / NON

Si OUI, compléter le tableau ci-après.

Emploie-t-il des architectes salariés ?	OUI / NON	Si OUI nombre	
Exécute-t-il des prestations pour le compte de tiers ?	OUI / NON		

Si le service exécute des prestations pour le compte de tiers, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

Réalisation de travaux

Les services du souscripteur réalisent-ils des travaux relevant du champ décennal pour le compte de tiers ?

OUI / NON

Si le souscripteur réalise des travaux pour le compte de tiers, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

GARAGE

Le souscripteur exécute-t-il des activités de garagiste ?

OUI / NON

Si OUI, réalise-t-il ce type de prestation pour le compte de tiers ?

OUI / NON

Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

AUTRES INFORMATIONS ÉVENTUELLES

--